

Grandes villes

■ Grégor Chapelle, directeur général d'Actiris, attribue à "l'énergie de la colère" les incidents qui ont eu le centre de Bruxelles pour théâtre.

■ Lui privilégie "l'énergie de l'espoir" pour les jeunes.

Le chômage des jeunes en baisse continue

Bruxelles. Le chômage des jeunes, en baisse continue depuis 54 mois, atteignait fin novembre un taux de 25,7 %, a-t-on appris vendredi. Selon Actiris, Bruxelles compte 10 181 jeunes chercheurs d'emploi, soit 903 de moins que l'an passé (-8,1 %) et 1 848 de moins qu'en novembre 2015 (-15,4 %) ainsi que 3 403 de moins qu'en novembre 2014 (-25,1 %).

"La vision de Bruxelles se fonde sur l'émotion, pas sur les faits"

Entretien Annick Hovine et Jean-Claude Matgen

A trois reprises ces dernières semaines, des casseurs ont fait du grabuge à Bruxelles. Ils ont vandalisé des commerces, pris des policiers à partie et saccagé du mobilier urbain. L'enquête doit déterminer qui sont les auteurs de troubles, dont certains semblaient très jeunes. Directeur général d'Actiris (l'organisme régional chargé de la politique de l'emploi dans la région de Bruxelles-capitale), Grégor Chapelle, étiqueté PS, a sa grille de lecture des récents événements.

Comment expliquer ces explosions de violence ?

Selon moi, on est dans une lutte inégale entre, d'un côté, l'énergie de la colère et, de l'autre, l'énergie de l'espoir. La première, qui explose, est hypervisible dans les médias et génère énormément d'émotion. L'énergie de l'espoir est beaucoup plus discrète. Elle s'établit petit à petit. C'est à cela qu'Actiris, Bruxelles-formation et le VDAB-Brussel travaillent.

Ces débordements sont-ils étonnants ?

Je suis étonné par l'étonnement des commentateurs. On entend partout des nouvelles susceptibles de générer des frustrations au sein de la jeunesse, qu'elles portent sur les inégalités, la précarité au travail (regardez Uber et Deliveroo), les discriminations – démontrées scientifiquement –, les difficultés d'accès à l'enseignement supérieur... Je ne suis donc pas étonné qu'autant de frustrations génèrent de la colère ni que, dans cet océan de frustration, quelques énergumènes pètent les plombs et deviennent violents. Même si leur comportement est évidemment totalement inacceptable.

Certains en concluent que rien ne tourne rond à Bruxelles...

C'est mon second motif d'étonnement et il est encore plus grand : nous sommes collectivement incapables de rétablir les faits. J'ai l'impression qu'on est fasciné quand on voit un voyou qui saute sur une voiture. Cela génère de l'émotion, ça suscite de la peur et on estime, légitimement, que ce comportement est inacceptable. Mais, du coup, on en déduit que tout Bruxelles dysfonctionne, ce qui est une conclusion erronée, basée sur l'émotion plutôt que sur une analyse des faits. Et on établit des comparaisons non valides entre Bruxelles et la Flandre ou la Wallonie. C'est une

erreur systématique commise par les commentateurs, les journalistes, les politiques. On doit comparer Bruxelles aux autres grandes villes belges.

Quels sont les faits sur lesquels il faut se baser ?

On a annoncé, vendredi, la 54^e baisse mensuelle successive du chômage des jeunes à Bruxelles. J'en reste ébahi. Si on avait enregistré 54 hausses successives, qu'est-ce qu'on en entendrait parler. Les baisses constituent un événement spectaculaire – même si un tiers de la baisse est dû aux exclusions du chômage. Mais on en parle pourtant très peu et on n'établit aucun lien avec la baisse de la criminalité. Le procureur du Roi de Bruxelles, Jean-Marc Meilleur, vient de faire le même constat : le nombre de faits criminels enregistrés ne cesse de baisser à Bruxelles depuis dix ans. Pourtant, on n'arrête pas de nous parler de criminalité, en ne retenant que quelques images spectaculaires et choquantes.

En réponse aux événements, on a entendu nombre de politiques réclamer l'application de la tolérance zéro. Qu'en pensez-vous ?

Plutôt que de parler de tolérance zéro, qui n'est pas une politique mais une émotion, nous proposons le "100 % solution". Pour nous, personne n'est inemployable, personne ne peut être laissé au bord du chemin. Actiris, Bruxelles-formation et VDAB-Bruxelles garantissent, depuis 2014, une solution à chaque jeune qui s'inscrit au service public d'emploi : un emploi, un stage, une formation. Cela a du sens dans la trajectoire individuelle de chaque personne s'inscrivant chez Actiris. Cela a aussi du sens en termes d'intérêt général : le chômage n'est pas vu comme un problème mais comme une opportunité.

Et ça marche ?

Oui ! On compte environ 12 000 jeunes par an qui s'inscrivent à Actiris. Il y a trois ans, nous avons lancé le stage "First" : c'est une activité d'insertion qui donne une première expérience professionnelle sous forme d'un stage. L'employeur paie 200 euros par mois et Actiris 650 : cela concerne les jeunes de moins de 30 ans qui ont le diplôme du secondaire. En trois ans, on a mis 3 000 jeunes en stage. Deux tiers d'entre eux ont retrouvé un emploi dans les six mois qui ont suivi ce stage.

Ce dispositif touche-t-il les jeunes d'origine étrangère ?

Je suis convaincu que c'est l'une des meilleures mesures qu'Actiris ait mises en œuvre dans la lutte

contre les discriminations et pour l'inclusion. A Bruxelles, entre 80 et 90 % des jeunes chercheurs d'emploi sont d'origine étrangère. C'est-à-dire qu'ils sont soit eux-mêmes de nationalité étrangère, soit qu'un de leurs parents l'est ou que leurs deux grands-parents le sont.

Selon le monitoring socio-économique dressé par le ministère fédéral de l'emploi et Unia, le taux d'emploi des Bruxellois d'origine belge (ils sont 28 % du total) est de 71 %. On tombe à 41,9 % pour les personnes d'origine étrangère, qui représentent près des trois quarts des demandeurs d'emploi bruxellois. Parmi les 1 300 jeunes en stage "First", 80 à 85 % sont d'origine étrangère. Ce sont des jeunes à qui, pour la première fois, on propose une expérience professionnelle.

Il y a certes des cas où ça se passe mal. Mais dans leur milieu de travail, plutôt que d'être vus comme des jeunes avec un prénom bizarre ou venant d'une commune dont on se méfie, ils sont considérés comme des

individus qui ont des motivations, des compétences.

Il y a 33 000 employeurs à Bruxelles. Si un employeur sur trois prenait un jeune en stage par an, on aurait 11 000 places et assez d'offres de stages pour tous. Ces solutions font baisser le chômage des jeunes. Et qui dit baisse du chômage, dit baisse de la criminalité et des risques de dérapages.

Certains jeunes de moins de 18 ans semblaient impliqués dans les récentes échauffourées...

Les jeunes ne sont pas déconnectés de leur milieu familial, de leur quartier, de leur entourage. Quand ils voient que leurs frères aînés et leurs sœurs, même ceux qui ont étudié, sont victimes de discriminations à l'embauche et que le taux d'emploi est beaucoup plus faible pour les personnes d'origine étrangère, il n'est pas du tout évident de les motiver dans leur propre parcours scolaire.

Le taux de chômage des jeunes est plus élevé à Anvers qu'à Bruxelles

Pourquoi les discours politiques s'enflamment-ils systématiquement après un incident ? "Les élus ont un rôle symbolique à jouer par rapport au vivre-ensemble. Il faut condamner les faits, affirmer leur caractère inacceptable. Là où ça devient gênant, c'est quand, pour des raisons électorales ou de communication, on prolonge l'émotion en disant que la solution, c'est la tolérance zéro. D'abord, ça ne veut rien dire ! Ça coule de source que l'on doit avoir une tolérance zéro par rapport à un acte individuel." En revanche, en faire une politique de répression systématique, "c'est une idéologie simpliste qui ne marche pas", assène Grégor Chapelle. "Il faut regarder les faits."

Des leçons anversoises mal venues

Le patron d'Actiris pointe le président de la N-VA, Bart De Wever, qui applique cette approche répressive dans sa ville. "Le bourgmestre d'Anvers et son parti ont tous les leviers en mains dans la métropole ainsi qu'une influence déterminante sur le fédéral. Mais quand on regarde les chiffres – et je sais bien qu'il ne veut pas l'entendre –, on a une baisse du chômage des jeunes nettement plus forte à Bruxelles qu'à Anvers." (Voir infographie.)

"Ils font la leçon à tout le monde sur le fait qu'ils auraient les recettes pour être efficaces, la "goeie bestuur", mais on voit qu'en ce qui concerne le taux de chômage des jeunes, Anvers est resté stable sur les quatre dernières années avec une petite baisse l'an dernier, alors que Bruxelles a baissé systématiquement. Le

taux de chômage des jeunes est passé en dessous de celui d'Anvers depuis un an déjà."

Grégor Chapelle "aime bien" montrer, aussi, la comparaison du taux de chômage des jeunes entre les cinq grandes villes belges, basée sur les chiffres officiels d'Actiris, du VDAB et du Forem, quand d'autres font de l'idéologie et de la simplicité, dit-il. "Quasi aucun Flamand ne croirait ces chiffres si l'on les lui montrait", commente Grégor Chapelle. Anvers dépasse Bruxelles, qui est au coude à coude avec Gand, "l'incarnation du dynamisme économique en Flandre".

Une vision caricaturale des jeunes

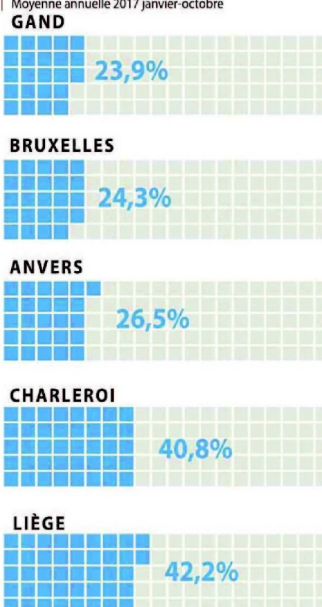
Le chiffre du chômage des 18-25 ans à Bruxelles (24,3 %) induit une vision caricaturale des jeunes Bruxellois, explique le patron d'Actiris. "Ça ne veut pas dire qu'un jeune Bruxellois sur quatre est au chômage et que les trois autres travaillent !" Cette interprétation n'est pas correcte parce que les étudiants ne sont pas pris en compte dans la population active des 18-25 ans.

Or les trois quarts des jeunes Bruxellois étudient. "La réalité, c'est donc que si l'on prend 16 jeunes, 12 étudient, 3 travaillent et 1 est chercheur d'emploi." Il faut reconnaître que ces chiffres ne reprennent pas les demandeurs d'emploi non inscrits, ajoute M. Chapelle. "Une série de jeunes sont donc en dehors du radar et cela concerne peut-être une partie des jeunes qui ont été impliqués dans les incidents."

An.H. et J.-C.M.

TAUX DE CHÔMAGE DES JEUNES

Cinq grandes villes belges
Moyenne annuelle 2017 janvier-octobre



Source : actiris.brussels

IPM Graphics